

## **Conclusion : Est-il possible d'échapper de son sort de déplacement prolongé ?<sup>100</sup>**

**Carolien JACOBS**

Les articles présentés dans ce numéro spécial apportent tous un éclairage sur le déplacement, notamment sur la situation des PDI (personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays), mais aussi sur celle des autres migrants. Dans le monde des décideurs politiques et des praticiens, trois solutions sont possibles pour surmonter une situation de déplacement prolongé : le retour, la réinstallation ou l'intégration locale. Tant que le conflit et l'insécurité persistent dans les régions d'origines, le retour n'est pas une option attrayante pour la plupart des personnes déplacées. La réinstallation n'est guère pertinente non plus, sauf pour certaines personnes qui peuvent rejoindre des familiers à l'étranger qui ont obtenu le statut de demandeur d'asile avec la possibilité de regroupement familial. Pour la plupart des personnes déplacées, dans le contexte de la RDC, l'intégration locale est l'option la plus réaliste, ce qui ressort des articles présentés dans ce volume.

Il est clair que l'intégration dans un nouvel environnement n'est pas facile pour la plupart des personnes déplacées, notamment parce qu'elles doivent en grande partie se débrouiller seules avec un soutien formel limité ou inexistant de la part du gouvernement ou des humanitaires. Les personnes déplacées en milieu urbain de la RDC ne sont guère sur le radar des politiques et des programmes dans le domaine de l'aide humanitaire, du développement et de la protection : il n'y a pas d'enregistrement systématique et formel, et des nombreuses personnes déplacées sont même réticentes à s'identifier auprès des autorités locales car elles craignent le paiement (in)formel y associé de manière générale. S'ils s'enregistrent, c'est à la demande de leurs hôtes, alors que dans une certaine mesure, il n'est pas surprenant que les PDI restent sous ce radar. Justement parce que la législation et la politique en matière de PDI sont beaucoup moins avancées que les cadres de protection des réfugiés. Notons que la législation congolaise sur les PDI était déjà en suspens depuis 2014 ; ce numéro spécial est un effort pour rendre ce contexte plus visible.

---

<sup>100</sup> Cette conclusion fait également partie du 'Working Paper' qui résultera du projet TRAFIG (Jacobs et al. 2020, 'Figurations of Displacement in and beyond the Democratic Republic of the Congo', TRAFIG Working paper nr 4, Bonn : BICC). Le 'Working Paper' est à son tour basé sur les articles qui ont été écrits pour ce numéro spécial du Cahier du CERPRU.

Que signifie vivre dans un déplacement prolongé ? On pourrait être enclin à penser avant tout aux réfugiés qui résident pendant de longues périodes dans des camps de réfugiés, survivant grâce aux rations alimentaires fournies par les acteurs humanitaires. Ce ne sont pas les déplacés internes urbains dont témoignent les articles de ces cahiers. Certes, l'Est de la RDC est la cible des nombreuses interventions d'aide humanitaire depuis des décennies déjà, en particulier dans les zones rurales. Les résultats des études faites dans ce domaine montrent que des nombreuses personnes déplacées ont bénéficié d'une aide humanitaire ou d'une aide au développement alors qu'elles vivaient encore dans leurs communautés d'origines. Ayant eu des expériences positives avec des associations de prêts et d'épargne dans les zones rurales, de nombreuses personnes déplacées sont désireuses d'adhérer à des telles associations ou même de les créer dans la ville de refuge. De cette façon, les PDI contribuent à la cohérence sociale dans la ville.

En général, les articles présentés dans ce volume ne montrent pas des vies faciles ; ils montrent comment les personnes nouvellement arrivées luttent pour trouver le logement, l'emploi, l'accès aux services de base et pour se construire un nouveau réseau social. Ceux qui arrivent dans la ville sans moyens financiers adéquats ou sans un réseau social solide vivent dans l'incertitude pendant les premiers mois et parfois même les premières années après leur arrivée. Cette incertitude peut être liée à des facteurs spatiaux, socio-économiques et relationnels : les gens passent d'une situation de logement temporaire à l'autre ; ils parviennent à joindre les deux bouts du mois, principalement grâce à un travail de jour incertain, et se sentent incapables de mener une vie familiale stable. Les articles montrent qu'il est important de comprendre les interconnexions entre les différents membres, car il y a une influence mutuelle. Pour surmonter un déplacement prolongé, les personnes déplacées doivent surmonter toutes ces incertitudes et des configurations sociales plus stables. Malheureusement, il n'existe pas de plan directeur à proposer aux décideurs politiques sur la meilleure façon d'y parvenir. Le revers positif de ces incertitudes est que l'instabilité peut ouvrir des opportunités pour sortir des modèles, des normes et des attentes sociales existantes et conduire à des changements dans les vies et les moyens de subsistance que les gens n'auraient pas envisagés autrement. Cela peut parfois permettre d'échapper à la dépendance et d'améliorer la situation des gens. Le fait d'échapper à la dépendance permet aux personnes déplacées de contribuer de manière positive à leur communauté d'accueil. Cela peut se faire sur le plan économique, mais aussi en jouant un rôle actif dans la vie sociale du quartier.

Comment les personnes déplacées peuvent-elles échapper à la dépendance ? Les personnes qui parviennent à échapper à un déplacement prolongé et à s'intégrer dans la ville sont souvent celles qui font preuve d'un esprit plus entrepreneurial et qui sont capables de se débrouiller seules. Mais ici aussi, les articles montrent que la malchance peut facilement remettre les gens dans une position de survie à nu : ce qui semble être une vie relativement stable un jour peut se transformer en précarité le lendemain lorsqu'un bailleur décide d'exproprier une famille, lorsqu'une source de revenus disparaît ou lorsque le soutien de famille cesse subitement. En l'absence de soutien formel, les personnes déplacées cherchent à obtenir de l'aide auprès des membres de leur famille bienveillants et plus aisés, d'amis, des contacts professionnels, voire des bienfaiteurs rencontrés par hasard sur leur chemin. Pour de nombreuses personnes déplacées, ces contacts sont les points d'entrée indispensables à une vie plus facile, à l'accès au marché du logement, à l'accès au marché du travail et à l'accès à la ville elle-même. Les articles de ce numéro spécial donnent la preuve de l'hypothèse centrale du projet de recherche selon laquelle les connexions sont importantes, mais la puissance de ces celles-ci ne doit pas être surestimée. Les contacts existants à Bukavu sont certainement les moteurs de la décision des gens de s'installer dans la ville, mais pour la plupart, ces contacts sont eux-mêmes limités dans ce qu'ils peuvent offrir. Ce n'est pas seulement le nombre de contacts qui compte, mais aussi la qualité de ces contacts. Cela concerne à la fois la force du lien entre une personne déplacée et le contact du réseau, ainsi que la position de ce contact. La plupart des personnes déplacées que nous rencontrons dépendent des contacts avec des membres des familles qui ont fui quelque temps avant eux, mais qui n'ont souvent pas eux-mêmes une vie stable. Ces contacts peuvent revêtir la forme horizontale ou verticale. Les contacts horizontaux se forment avec des personnes qui se trouvent souvent elles-mêmes dans une situation vulnérable. Les contacts verticaux, quant à eux, se forment avec des personnes puissantes ou socio-économiquement plus stables ; ils sont plus utiles, mais plus rares. Les résidents de longue date de Bukavu font preuve d'une certaine solidarité avec les personnes déplacées, mais les préjugés, l'exploitation et les malentendus existent également. Ils peuvent empêcher le développement de relations fructueuses et réduire les possibilités de mise en réseau.

Les articles de ces cahiers montrent que les personnes déplacées en RDC maintiennent un haut niveau de mobilité pendant leur déplacement. Cette mobilité prend la forme translocale plutôt que transnationale. La mobilité des PDI est principalement orientée vers les communautés d'origine, mais pas tellement vers l'avenir. C'est dans leur communauté d'origine que des nombreux PDI mobilisent des ressources qui contribuent à leur survie en ville, dans la mesure

où les conditions routières permettent une telle mobilisation. Pour celles qui ont l'intention de rentrer, le maintien des liens avec la communauté d'origine est nécessaire pour un retour en douceur. Les rapatriés ne sont pas toujours bien accueillis par ceux qui sont restés sur place, qui ont dû supporter davantage de difficultés et qui estiment donc avoir acquis le droit de réclamer des ressources qui appartenaient autrefois aux personnes déplacées. Pour ceux qui ont l'intention de chercher à s'intégrer à Bukavu, il est nécessaire de survivre tant qu'ils n'ont pas encore réussi à créer des moyens de subsistance stables dans la ville. Pour certains cependant, la mobilité - et surtout la mobilisation des ressources dans les zones rurales - devient une stratégie de subsistance durable, et même translocale, qui les aide à sortir de la dépendance. Pourtant, dans la plupart des cas, la mobilité est une solution temporaire plutôt que permanente pour sortir d'un déplacement prolongé.

Quelle est la pertinence de cette approche pour les décideurs politiques et les praticiens ? Tout d'abord, nous avons constaté que les connexions comptent effectivement, mais que ce qui compte le plus, c'est la qualité de ces connexions. Nos conclusions montrent qu'il est possible d'améliorer les relations entre les personnes déplacées et leurs hôtes. Cela nécessite un dialogue constructif et une meilleure connaissance et compréhension de l'autre. Deuxièmement, nous constatons que de nombreuses personnes déplacées dépendent de certains niveaux de mobilité pour gagner leur vie en ville. Pour mobiliser les ressources dans leur communauté d'origine, des visites régulières de retour sont souvent nécessaires. Le succès de cette stratégie dépend de deux facteurs principaux. Tout d'abord, les personnes qui restent sur place doivent accepter la fuite des ressources qui se produit de cette manière. Il n'est pas évident que l'accès aux ressources soit toujours assuré en cas d'absence prolongée. Les personnes déplacées ont besoin des gardes et des gardiens de confiance qui sont prêts à partager les bénéfices. Troisièmement, pour pouvoir capitaliser les ressources, il est généralement nécessaire de les transporter vers le marché (urbain). Cela nécessite des routes sûres et accessibles qui ne sont pas parsemées de barrages routiers où les gens doivent payer des frais (informels) qui rendent leur entreprise beaucoup moins viable. Quatrièmement, nous constatons que les personnes déplacées apportent avec elles un certain capital translocal dans la ville grâce à leur expérience avec les associations de développement, les groupes d'épargne, etc. Le renforcement de ces initiatives peut contribuer à une plus grande autonomie économique, mais aussi à de meilleures relations entre les groupes et au sein de ceux-ci. Enfin, l'accaparement des terres qui a lieu dans les zones rurales des Kivus par les élites locales rend la survie quotidienne plus difficile pour les personnes qui sont privées de leurs terres et qui ne sont pas correctement indemnisées pour la

perte de leurs terres. Sans cette compensation, ils risquent de ne pas avoir d'autre choix que de s'installer en ville, ce qui aggrave l'urbanisation et les dépendances des personnes de leur réseau.

En définitive, l'amélioration de la qualité des connexions des personnes et des possibilités de maintenir des stratégies de subsistance mobiles contribuerait à renforcer la configuration translocale du déplacement et pourrait permettre aux personnes déplacées de fuir plus facilement leur situation de déplacement prolongé.